

La classe politique 2008, version mai 1968

En 2008, ils sont à droite, au centre ou à gauche. Mais en mai 1968, où étaient-ils ? Certains étaient dans le bord politique opposé, d'autres n'ont pas changé, d'autres ne prirent pas vraiment position.

On prête à Edgar Faure cette phrase sur les hommes politiques ayant su louvoyer sur l'échiquier des idées politiques (ce fut son cas) : « *Ce ne sont pas les girouettes qui tournent, c'est le vent* ».

Même s'il est vrai « qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent jamais d'avis » et que l'on doit accorder au mûrissement des hommes celui de leurs idées, il est parfois surprenant d'observer l'intensité ou la vitesse de certains changements d'opinion.

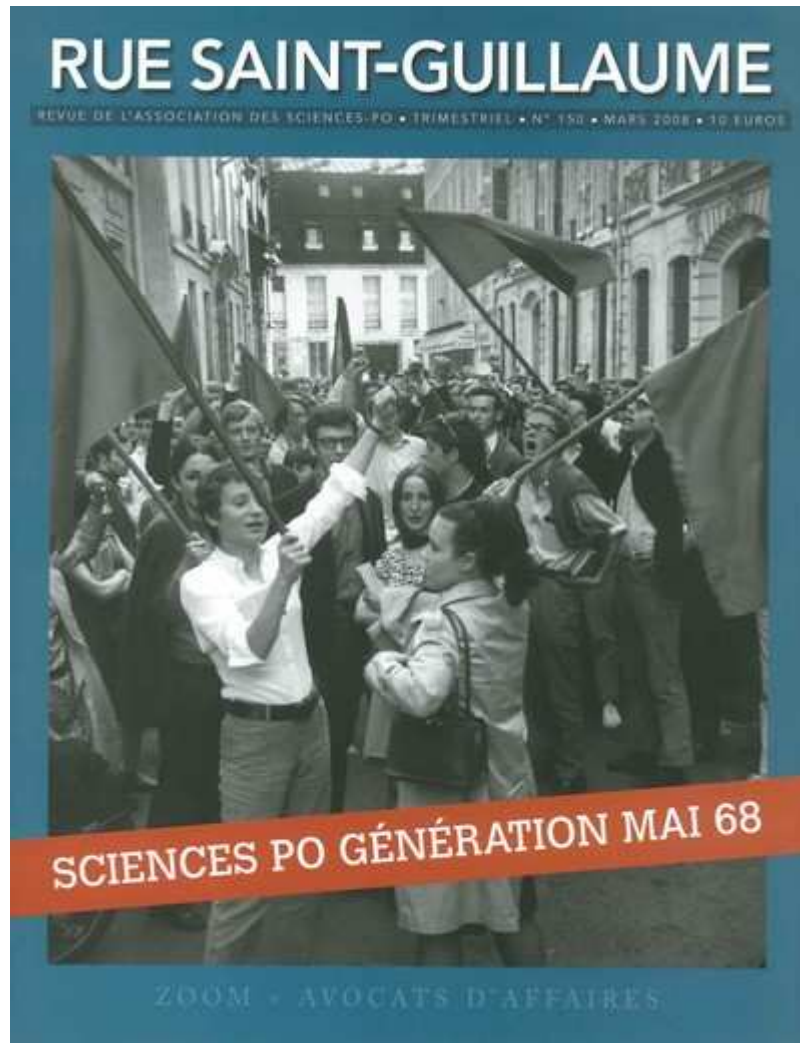
Quelques uns de nos responsables politiques sont ici présentés, en rappelant leur positionnement au moment des événements de mai 1968.

Bertrand Dutheil de La Rochère, né à Toulon le 19 février 1946.

Outre une carrière à EDF, où il fut notamment responsable des relations entre la presse et les centrales nucléaires, il mena son engagement politique dans la mouvance du Mouvement républicain et citoyen (MRC) dont il est le secrétaire général. Il fut conseiller de Georges Sarre au secrétariat d'Etat aux transports (1988-1990) et directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort (1991-1995).

En mai 1968, il était membre de l'Union des étudiants communistes et mena l'agitation à l'Institut d'études politiques, où il étudiait en troisième année. Il commente aujourd'hui : « *Pour beaucoup à Sciences Po, mai 68 fut un jour qui leur permettait de rêver et de jouer aux grands. Certains le réaliseront plus tard en devenant députés, hauts fonctionnaires ou patrons de grandes entreprises* » (Revue *Rue Saint Guillaume*, n° 150, mars 2008).

Son frère Christian a été ambassadeur de France pendant vingt ans dans plusieurs pays africains.



Mai 1968 : l'Institut d'études politiques de Paris s'appelle « l'institut Lénine », un drapeau noir flotte sur le fronton. Le journaliste Alain Duhamel, alors maître de conférences à Sciences Po, se souvient : « On aurait dit un théâtre d'amateur, non dénué d'une certaine naïveté. Je me souviens de ces calicots suspendus à la façade : c'était Cuba en bourgeoisie ! ».

Laurent Fabius, né à Paris le 20 août 1946.

Elu député socialiste de Seine maritime en mars 1978 à l'âge de 31 ans, Premier ministre en 1984 à l'âge de 38 ans, président de l'Assemblée nationale en 1988, il a exercé jeune des responsabilités politiques de premier plan.

Son engagement au Parti socialiste remonte à 1974, au sortir de l'Ecole nationale d'administration. Il a en 2005 adopté une position hostile au traité d'Union européenne qu'un référendum proposé aux français rejeta finalement.

Il y a quarante ans, étudiant à l'Institut d'études politiques de Paris, il fut responsable de la conférence Olivaint, association étudiante démocrate-chrétienne et pro-européenne.

En mai 1968, exprimant alors des positions centristes, il ne prit pas part aux manifestations et repartit en juin à Biarritz faire du surf et préparer le concours de l'ENA où il entra en 1971.

Max Gallo, né à Nice le 7 janvier 1932.

Membre de l'Académie française depuis 2007, écrivain, historien, il est de ceux sur qui s'appuie le président de la République actuel pour rappeler à ses concitoyens l'importance du fait national et de l'esprit de la Résistance.

Membre et militant du Parti communiste de 1949 à 1956, il rejoint le Parti socialiste en 1974, qu'il quitta en 1992 pour le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Il a été secrétaire d'Etat et porte-parole du troisième gouvernement Mauroy (1983-1984).

En mai 1968, il était maître-assistant à la faculté des lettres de Nice, ayant déjà rompu avec le PCF.

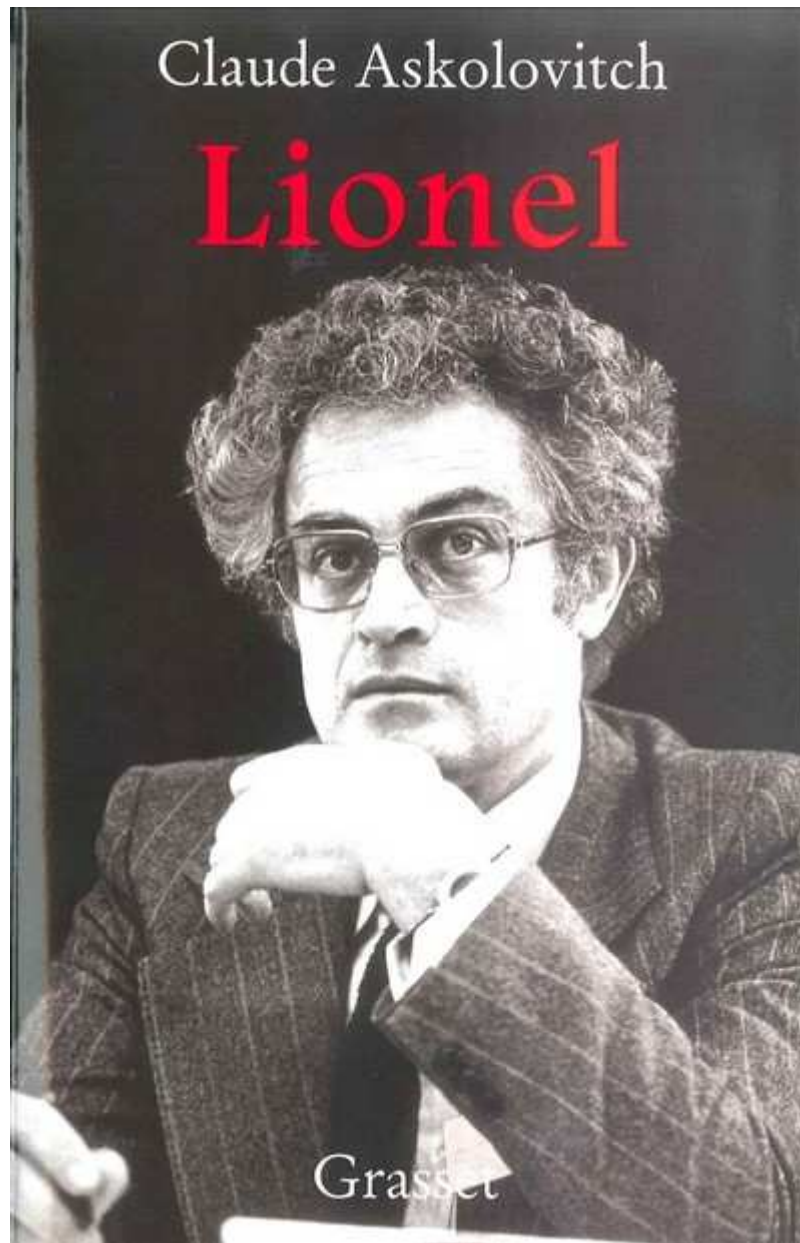


Lionel Jospin, né à Meudon le 12 juillet 1937.

Premier ministre de la France de 1997 à 2002, candidat à l'élection présidentielle de 2002, il a exercé des responsabilités importantes au Parti socialiste, dont il a été le Premier secrétaire de 1995 à 1997. Etudiant à l'IEP de Paris de 1956 à 1959, il entra à l'ENA en 1961. De 1961 à 1963, il effectua son service militaire à Saumur puis à Trèves (il y fit connaissance avec Guy Roux, futur entraîneur de l'AJ d'Auxerre et avec Jean-Loup Dabadie, futur scénariste et parolier élu à l'Académie française en avril 2008).

En 1965, il entra au Quai d'Orsay (où il partagea un bureau avec Ernest-Antoine Sellière, futur président du MEDEF) et, en 1970, devint enseignant en faculté.

Son attitude en mai 1968 demande à être éclairée par son adhésion, début 1965, à l'Organisation communiste internationaliste (ancêtre du Parti des travailleurs) conduite par Pierre Lambert.



Officiellement, Lionel Jospin a milité à l'UNEF au début des années 1960 et a adhéré au PSU avant de rejoindre le parti socialiste en 1971, au moment de sa prise en mains par François Mitterand. Son appartenance à l'OCI, sous le pseudonyme de Michel, est restée longtemps cachée, l'intéressé l'ayant longtemps nié jusqu'à ce que des articles de presse ne le conduisent en 2001 à en accepter publiquement la réalité. Ses liens avec le parti trotskyste sont avérés actifs jusqu'en 1987, sa mission après 1971 étant d'organiser des réseaux à l'intérieur du Parti socialiste. En 1996, il expliquait déjà : « *Un homme n'est pas ce qu'il cache ; il est ce qu'il fait* ». Il s'était alors déjà grandement éloigné de ses anciens amis.

Alain Juppé, né à Monts de Marsan (Landes) le 15 août 1945.

Il adhéra à l'UDR en 1973 pour y effectuer une belle carrière politique aux côtés de Jacques Chirac, dont il fut le Premier ministre de 1995 à 1997.

L'actuel maire de Bordeaux fit de brillantes études (Normale Sup, Sciences Po, ENA) et entra dans le corps prestigieux de l'inspection des finances.

Son engagement en mai 1968 le plaça aux côtés des étudiants en révolte. Il affirme avoir voté Alain Krivine à l'élection présidentielle de 1969.

Assez curieusement, il affirme pourtant avoir participé à la manifestation gaulliste du 30 mai 1968 : « *Ce fut mon premier acte militant* » (*Rue Saint Guillaume n°150, mars 2008, revue de l'Association des Sciences Po*).

François Léotard, né à Cannes le 26 mars 1942.

Il est connu pour sa carrière politique au Parti républicain et à l'UDF, qui le conduisit au gouvernement (ministère de la culture, ministère de la défense).

Militant dans sa jeunesse au Parti socialiste unifié (très à gauche), il participa aux manifestations pour l'indépendance de l'Algérie et, en mai 1968, se plaça aux côtés des étudiants en révolte.

Entré à l'ENA en 1971 (même promotion que Laurent Fabius, alors centriste), il y anima la section d'une CFDT traversée par les idéaux autogestionnaires.

Il a été nommé inspecteur général des finances en 2001.



Maurice Leroy, né à Paris le 2 février 1959.

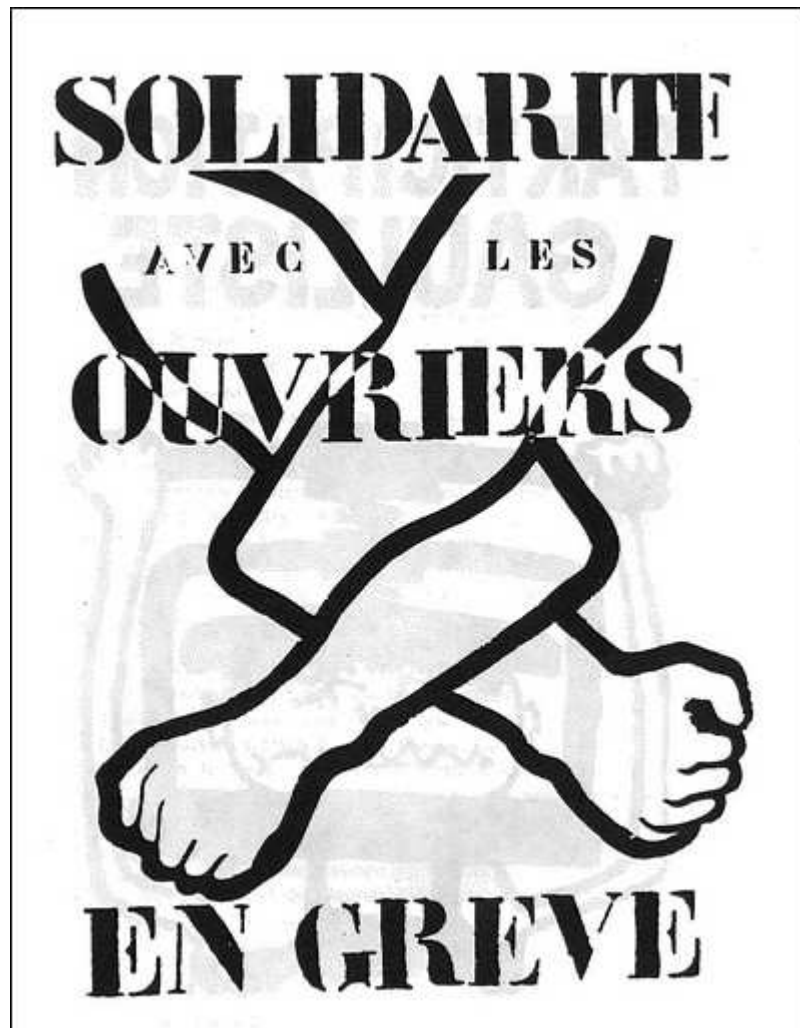
Vice-président du Nouveau Centre, réélu en 2007 député du Loir et Cher, il faisait partie des parlementaires ayant soutenu François Bayrou dans sa candidature à l'Élysée et qui ont, entre les

deux tours, refusé le rapprochement avec le Parti socialiste pour soutenir Nicolas Sarkozy (l'un d'eux, Hervé Morin, obtiendra ainsi le ministère de la Défense).

Militant aux Comités d'action lycéens au lycée Montaigne, militant communiste dès 1966, il s'inscrit, en mai 1968, dans la ligne du PCF, au sein de l'Union des étudiants communistes. Son engagement communiste se poursuit : directeur de cabinet du maire d'Orly (1982-1984) et secrétaire général du groupe communiste au Sénat (1984-1990), Directeur de cabinet du président PCF du conseil général du Val de Marne (1990-1991) puis du sénateur maire PCF de Nanterre (1991-1992), puis du maire PCF de Colombes, il est élu maire de Poislay (Loir et Cher) en 1989, sur une liste communiste.

En 1993, il se rapproche du gaulliste Charles Pasqua qui le nomme chargé de mission à son cabinet au conseil général des Hauts de Seine. De 1995 à 1997, il est chargé de mission de Eric Raoult, ministre de la ville.

C'est en 1997 qu'il rejoint l'UDF et devient député du Loir et Cher (réélu en 2002 et 2007).



Philippe Marini, né à Paris le 28 janvier 1950.

Maire de Compiègne depuis 1987, sénateur de l'Oise depuis 1992, il est aujourd'hui président de la commission des finances du Sénat.

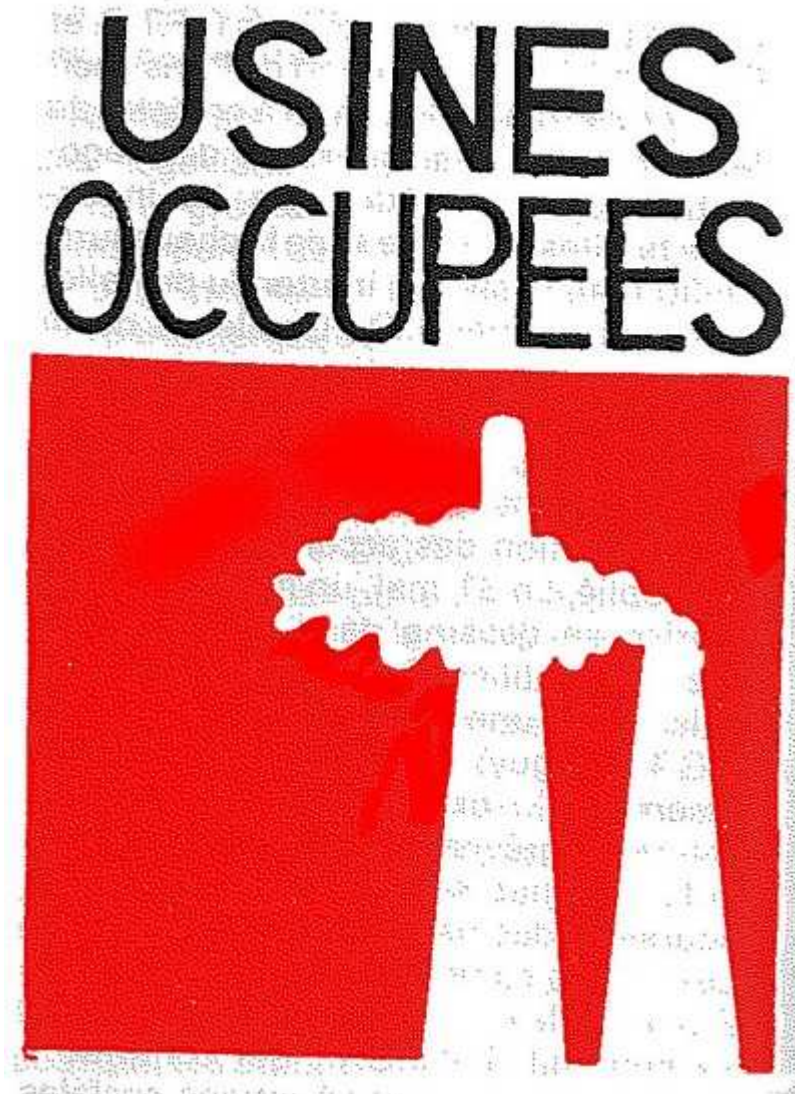
En 1968, hostile au désordre, il a soutenu le général de Gaulle en manifestant le 30 mai 1968 sur les Champs Elysées.

Il décrit ses anciens condisciples de l'Institut d'études politiques, où il étudiait en mai 1968 : « *C'était une sorte de jeu de rôles, avec des jeunes gens issus de la bourgeoisie qui s'efforçaient de tromper leur bonne conscience en courant derrière le mouvement* ». (*Rue Saint Guillaume* n° 150, mars 2008).

Nicolas Sarkozy, né à Paris le 28 janvier 1955.

Il était bien jeune lors des événements de mai 1968 mais suffisamment éveillé pour en apprécier la dimension. L'hebdomadaire *L'Express* du 1er mai 2008 rappelle qu'il ne put défiler le 30 mai 1968 sur

les Champs Elysées pour soutenir le général de Gaulle, sa mère ayant téléphoné au directeur du cours Saint Louis de Monceau pour qu'il empêche l'adolescent de quitter l'établissement. Son itinéraire politique a été rectiligne, depuis son adhésion à l'UJP en 1973 et son engagement en 1974 dans la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas jusqu'à ses fonctions actuelles de Président de la République (depuis mai 2007) en passant par son mandat de conseiller municipal (1977-1983) et de maire de Neuilly, qu'il a occupé de 1983 (il avait 28 ans) à 2002. Sa première femme, Marie-Dominique Culioli, était, lorsqu'ils se sont rencontrés, déléguée universitaire du mouvement gaulliste à la Sorbonne (elle était aussi la nièce d'Achille Peretti, maire de Neuilly, lorsqu'ils se marièrent en 1982). A l'égard des événements de mai 1968, les propos de Nicolas Sarkozy ont toujours été clairs et constants. Deux discours prononcés pendant la campagne électorale présidentielle en attestent. A l'université d'été des jeunes UMP à Marseille, les 1-2-3 septembre 2006, il lance : « *Les étudiants qui se sont révoltés en mai 68 étaient des enfants gâtés par les Trente glorieuses. Vous êtes les enfants de la crise. Ils ont vécu sans contrainte. Vous payez aujourd'hui la facture* ». A Bercy, le 29 avril 2007, il dénonce le relativisme intellectuel et moral de mai 1968 et affirme vouloir « *tourner la page de mai 68* » : « *Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation* ».



Hubert Védrine, né à Saint Sylvain Bellegarde (Creuse) le 31 juillet 1947. Ce proche de François Mitterrand fut conseiller (1981 à 1988), puis porte-parole (1988 à 1991) et secrétaire général (1991-1995) de l'Elysée. De 1997 à 2002, il fut ministre des affaires étrangères du gouvernement Jospin. Il est aujourd'hui associé-gérant de Hubert Védrine Conseil et préside, par ailleurs, l'Institut François Mitterrand.

En mai 1968, étudiant à l'institut d'études politiques, il ne se sentit guère concerné par l'agitation étudiante. Son père était un ami de Maurice Grimaud, le préfet de police de Paris.

Il dit aujourd'hui : « *J'ai détesté d'emblée le charabia gauchiste, le bégaiement historique, l'outrance verbale qui fait que les mots n'ont plus de sens. Et la manipulation. Cela ne m'a pas étonné que tant de leaders de 68 aient fait, par la suite, carrière dans la politique, la publicité, le marketing, les sondages, la presse. C'était bien joué de leur part !* ». (Rue Saint Guillaume n°150, mars 2008).